

Communiqué
Le 7 juin 2023

Logement social : le gouvernement doit plier !

La crise du logement est depuis quelques jours au centre de l'actualité. Rappelons que c'est la première cause de précarité : sans logement, c'est la rue et la négation de toute vie sociale.

Mais ce n'est pas sous cet angle que la problématique est évoquée par le gouvernement. Celui-ci est en effet bien plus préoccupé par le chiffre d'affaires des promoteurs immobiliers qui ne parviennent plus à écouler leurs stocks d'appartements invendus. Il est vrai que contrairement aux classes populaires, les promoteurs sont une des clientèles électorales de la Macronie. Alors que le marché est inondé de logements qui alimentent la spéculation, le manque patent de constructions de logements sociaux intéresse peu les responsables politiques. L'État investit d'ailleurs de moins en moins dans le logement social : 7 milliards d'euros de moins en 2020 qu'en 2010, résultat il faut 10 ans en moyenne en Ile de France pour accéder à un logement social. Mieux, il compte faciliter la vente de logements HLM ! Conjugué à cela un défaut d'encadrement des loyers alors que les prochains jeux olympiques laissent entrevoir leur flambée exponentielle ou encore une explosion des charges dues à la crise énergétique, le logement est une bombe sociale contre laquelle le gouvernement ne fait rien sauf à raboter les APL. Et à réquisitionner le logement social étudiant pour permettre aux JO de loger son personnel en promettant un relogement qui ne leurre personne !

Encore plus fort : le gouvernement annonce vouloir puiser dans l'argent du livret A et obliger Action Logement Services (1% logement) à acheter 30 000 logements aux promoteurs immobiliers en difficulté afin de les sauver ! Pas un mot pour les plus de 300 000 sans-abris que Macron avait promis de loger au 31 décembre 2017 ni aux 3,8 millions de mal logé-es. Pendant ce temps, Bruno Le Maire prévient qu'une cure d'austérité va succéder au "quoi qu'il en coûte" de la période COVID et laisse courir le bruit que les fonds publics consacrés au logement social pourtant déjà en forte diminution seraient ponctionnés. Ce gouvernement n'aura donc aucune limite dans l'indécence envers les classes populaires quand ses amis les riches voient leurs revenus exploser à l'image d'un Bernard Arnault qui a vu sa fortune s'accroître de 12 milliards d'euros en une seule journée d'avril.

Et c'est dans cette sombre période pour la majorité de la population que les parlementaires Renaissance, avec les soutiens de LR et de l'extrême droite élaborent une **loi qui fait la guerre aux squatteurs de logements vides et aux locataires défailants**. La Macronie a donc décidé de criminaliser les locataires en difficulté pour régler leurs loyers et les sans logis qui n'ont d'autres choix que de se réfugier dans des logements vides pour échapper à la violence de la rue ! La proposition de loi Kasbarian Bergé c'est ainsi le retour au 19ème siècle en obligeant celles et ceux qui n'ont pas les moyens de se loger de se jeter eux mêmes à la rue. Tout à sa frénésie destructrice de nos droits, la proposition de loi s'en prend également au droit de grève en criminalisant des mêmes peines les occupations d'usines et locaux professionnels et même agricoles ! A l'occasion de sa deuxième et dernière lecture au Sénat le 14 juin, le mouvement social doit fermement s'opposer à cette destruction préméditée de nos conditions de vie et à la liberté d'action syndicale.

Empêchons par notre mobilisation cette proposition de loi d'être adoptée ! Nous avons montré notre détermination sans faille lors du mouvement social contre la réforme gouvernementale des retraites : face à la guerre anti-sociale que mène tout azimut contre nous le gouvernement, continuons le combat pour la justice sociale et une plus juste répartition des richesses.

Nous avons le nombre et au bout c'est nous qui gagnerons.